

Mgr THÉAS INTERDIT

aux catholiques de participer au « Centre de documentation mariale »

Le *Bulletin religieux* du diocèse de Tarbes et de Lourdes du 12 février publie le communiqué officiel suivant, signé par Mgr Théas, évêque de Tarbes et de Lourdes :

« Une association conforme aux articles 5 et 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a été fondée sous la dénomination : Centre de documentation mariale. Son siège est à Lourdes, 83, boulevard de la Grotte. La déclaration, faite à la sous-préfecture d'Argelès, a été publiée dans le Journal officiel n° 239 du 11 octobre 1958.

» Cette association, bien qu'elle ait un but marial et donc spirituel, a été constituée sans l'approbation et à l'insu de l'évêque du lieu. Dès lors, les catholiques doivent, en conscience, s'abstenir d'y adhérer de quelque manière que ce soit, et n'envoyer ni don ni cotisation. La présence dans le conseil d'administration de deux prêtres, qui n'appartiennent pas au diocèse, est une circonstance aggravante. »

[Les deux prêtres auxquels Mgr Théas fait allusion sont rattachés à l'*Opus coenaculi*, dont le *Monde* a eu déjà l'occasion de parler à plusieurs reprises. Cet institut séculier, de droit pontifical, qui s'occupe de la gestion des revenus du domaine de la Grotte (depuis les difficultés rencontrées pour le financement de la basilique souterraine de Lourdes), est entré rapidement en conflit avec Mgr Théas.]

— Le souverain pontife a adressé une lettre au cardinal Feltin, le remerciant des vœux qu'il lui avait adressés pour Noël. Il lui rappelle en particulier « les agréables souvenirs » et « les liens d'amitié et de sollicitude qui, dit-il, nous unissent à la douce France si hospitalière, depuis le long séjour que nous avons fait à Paris, la ville lumière ».

39 70	3 1/2 % 1952-58	99 20	99 20	.. ..	99 20
5700	5 % 1956	5740	5745	.....	5750
22400	C.N.E. 3 %, 19000	22200	22220	.....	22050
34500	Electr. Fr., p. 54	34550	34550	.....	34450
12000	Charb. Fr. 3 %.	12110	12190	.....	12100
33500	Banque de Paris	31550	31220	31720	31350
34600	B. Union Paris..	31650	31550	32000	31500
18600	Créd. Commercial	18100	17700	17950	17620
11600	Crédit Foncier...	10790	10680	10720	10600
20600	Crédit Industriel	20700	20350	20650	20150
14700	Lyon-Alemand ..	14300	14330	.....	14020
42500	Union Européenne	41100	40800	.....	40500
32000	Banque Indochine	31400	31600	31250	31790
48000	Nation. Investiss.	46000	46200	.....	45750
17200	Chargeurs Réunis	16300	16800	16700	16650
9300	Ind. France-Etr.	9050	8980	9000	8830
13500	Selchimé	12800	12600	12620	12520
43000	Suez	40950	40400	40200	40000
3500	Santa-Fé	3440	3355	3480	3400
35000	Olida	36800	37200	37400	37100
14500	C.D.C.	13950	13980	.....	13720
36000	Béghin	33500	33020	33050	33000
14000	Raffineries Baj..	12880	12790	12840	12660
30000	Quilmes	31500	31880	31880	31500
11200	Citroën	11850	11600	11600	11490
8300	Aléber-Colombes.	8090	8040	8010	7900
22500	Peugeot	22400	22490	22480	22180
9700	Simca	9700	9690	.....	9550
10300	Ciments Français	9800	9820	9830	9720
24000	Ciments Lafarge.	22650	22500	.....	22400
13000	Gr. Tr. Marseille	14280	14240	.....	14000
13600	Poliet et Chauss.	12940	12710	12850	12750
3000	Gafsa	2655	2675	.....	2640
17000	Als. Constr. Méc.	15700	15600	15700	15450
9800	Compteurs à gaz	9510	9680	9680	9580
11500	Penhoet	11950	12000	.....	11900
19600	Printemps	18400	18310	.....	18010
17000	Afrique-Occident.	16200	16000	.....	15810
3500	Ouest Africain ..	3750	3610	3700	3670
12700	Alsthom	11520	11520	11680	11650
42000	Cie Gén. Electric.	42600	42620	42900	42700
12700	Electro-Mécan. ...	11750	11710	11780	11550
8200	Jeumont	7300	7250	.....	7160
40000	Radiotechnique ..	37500	36800	36700	37000
14200	T.S.F.	13150	13100	.....	13000
13500	Thomson-Houst..	11800	11650	11550	11420
8300	Châtillon - Comm.	8650	8700	8700	8795
39500	Chiers	38450	38400	.....	37640
22500	Denaix-Anzin ...	21000	20610	20720	20670
14700	Firminy	14200	14280	.....	14200
26500	Forges Nord-Est.	26100	25950	26200	26000
54000	Longwy	51100	50800	51200	50100
15500	Mar. St-Etienne.	15800	15700	15600	15700
20500	Métal-Normandie	21050	20900	21150	21000
24500	Métaux (Franç.)	25300	24650	25200	24750
15200	Pompey	15000	14700	14650	14500
80000	Saulnes	77500	77800	78500	77900
31600	Schneider	34400	35000	35100	34900
		30000	30000		16900

APRÈS L'AFFAIRE DU CENTRE MARIAL

Une décision de l'Opus Cenaculi provoque un nouvel incident à Lourdes

Par HENRI FESQUET

La tension créée à Lourdes par la présence de l'Opus Cenaculi reste grande. On se souvient dans quelles conditions Mgr Théas a été amené à faire appel aux bons offices de cet institut séculier lorsque, faute de crédits, le chantier de la basilique souterraine fut arrêté, et comment, dans l'espoir d'apaiser les esprits, le Vatican a nommé Mgr Maury évêque coadjuteur du diocèse (1). Malgré les efforts de ce dernier, les incidents se sont multipliés, opposant l'institut du Cénacle tantôt à l'évêque, tantôt aux Lourdaux. Un des plus récents est tombé dans le domaine public à la suite du communiqué que Mgr Théas a fait paraître dans le *Bulletin religieux* de son diocèse. Rappelons-en les termes :

« Une association [...] a été fondée sous la dénomination Centre de documentation mariale. Son siège est à Lourdes, 83, boulevard de la Grotte [...] »

« Cette association, bien qu'elle ait un but marial et donc spirituel, a été constituée sans l'approbation et à l'insu de l'évêque du lieu. Dès lors les catholiques doivent, en conscience, s'abstenir d'y adhérer de quelque manière que ce soit, et n'envoyer ni don ni cotisation. La présence dans le conseil d'administration de deux prêtres qui n'appartiennent pas au diocèse est une circonstance aggravante. »

Ce Centre de documentation marial, installé dans le sous-sol de l'hôtel Excelsior, a été visité en septembre dernier par le cardinal Tisserant, légat pontifical — escorté de Mgr Théas et de Mgr Maury, — qui en a signé le livre d'or. Dans l'esprit de ces évêques, semble-t-il, l'existence de ce Centre, qui exposait divers documents et ouvrages sur Lourdes et sur la Vierge à l'occasion du centenaire des apparitions, était provisoire. Mais ses créateurs ne l'entendaient pas ainsi ; la suite l'a prouvé. Une association (conforme à la loi de 1901) a été déclarée le 20 septembre à la sous-préfecture d'Argelès, et le *Journal officiel* du 11 octobre en précise le but : « Faire connaître et développer par des moyens licites le culte marial selon l'Eglise catholique. » Parmi les membres de cette association se trouvent M. Guy-Victor Labat, « laïc agréé » du Cénacle ; l'abbé Nawrocki, économiste général de l'Œuvre de la grotte, et le R.P. Delpal, tous deux rattachés à l'institut du Cénacle (2).

Voici quelques semaines l'abbé Nawrocki a fait imprimer des tracts au nom du Centre de documentation mariale, invitant les catholiques à verser des cotisations allant de 500 à 20 000 francs. L'un de ces prospectus est tombé entre les mains de Mgr Théas, et c'est de cette façon que l'évêque a appris l'existence de l'association et a réagi de la façon que l'on sait.

Il convient de préciser qu'un fonds de commerce a été déclaré à la même adresse que le Centre de documentation mariale aux « annonces légales » du journal local *l'Echo de Lourdes et des Vallées* du 11 octobre 1958 : « La

Société des éditions Guy Victor, S.A.R.L. au capital de 1 million, 27, boulevard Malesherbes, Paris, a ouvert un commerce de librairie, 83, boulevard de la Grotte, le 12 septembre 1958. » Ce commerce est juridiquement distinct de l'association — laquelle, conformément à la loi du 16 août 1901, n'a pas de but lucratif, — mais on n'a pas manqué de remarquer à Lourdes que les Editions Guy Victor (les deux prénoms de M. Labat nommé ci-dessus) ont comme gérante Mme Guy-Victor Labat, née Colette Fare de Meaux.

Un collège libre menacé

Si vive que soit l'émotion causée à Lourdes par le communiqué de Mgr Théas (que le *Bulletin religieux* intitule à dessein « Communiqué officiel très important »), ce nouvel épisode de l'opposition de l'évêque aux activités de l'Opus Cenaculi a déjà tendance à passer au deuxième plan. En effet une toute récente décision prise par Mgr Roche, supérieur général du Cénacle, menace directement l'existence du collège libre secondaire pour jeunes gens de Lourdes connu sous le nom de Cours Peyramale.

L'immeuble dans lequel est installé cet établissement scolaire appartient au Cénacle. Il a été donné en 1954 à cet institut séculier par un bienfaiteur, M. Léon Magne (3), en même temps que d'autres biens immeubles situés à Liesieux, à Bernay, etc. Pendant les deux premières années le Cours Peyramale n'a connu aucun incident. Deux prêtres du Cénacle, MM. Lacheteau et Fomervault, l'un comme supérieur, l'autre comme aumônier, en ont assuré la bonne marche avec un zèle et une compétence appréciés par tous. Mais l'un et l'autre, effrayés par la mentalité et l'attitude des dirigeants de l'Opus Cenaculi, qui ne corresponderaient nullement à leur idéal sacerdotal, décidèrent de quitter l'institut séculier.

Depuis leur départ les difficultés se multiplièrent entre le Cours Peyramale et le Cénacle. Le président de l'associa-

tion des parents d'élèves, le directeur laïc du collège, l'évêque de Lourdes, durent mener une lutte sourde avec l'Opus Cenaculi, qui essayait d'imposer, tantôt comme supérieur, tantôt comme économiste, tantôt comme aumônier, des prêtres dont l'action a été vivement critiquée. La situation n'a cessé de s'envenimer jusqu'à ce qu'en novembre dernier Mgr Théas refuse de laisser venir au collège l'aumônier désigné par le Cénacle. Cette suite de désaccords et de querelles a décidé les dirigeants de l'Opus Cenaculi à mettre fin à la présence du collège dans un immeuble leur appartenant. Mgr Roche a fait savoir aux intéressés qu'ils n'auraient plus la jouissance des locaux à partir du 1^{er} juillet. « Nous mettrons, précise-t-il, ces locaux en vente pour créer ailleurs des œuvres d'Eglise. »

Cette nouvelle a éclaté à Lourdes comme un coup de théâtre la veille de cérémonies de clôture du centenaire. Les Lourdaux sont en effet très attachés à leur école libre — elle compte cent quarante élèves et fonctionne depuis dix-sept ans. De vives réactions sont à prévoir, surtout de la part de l'association des parents d'élèves.

— Dom Théodore Ghesquière vient d'être élu abbé coadjuteur — avec droit de succession — du R. P. Dom Neve, abbé de Saint-André-les-Bruges.

Né à Comines (Nord) en 1903, ce religieux est entré à Saint-André en 1925 et y fut ordonné prêtre en 1932. Docteur en théologie et liturgiste averti, Dom Ghesquière fait partie de l'équipe de moines qui, avec Dom Lefebvre, réalise la constante mise à jour des célèbres missels.

— Les Journées nationales de l'Action catholique générale féminine, qui se tenaient à Paris depuis mardi matin, en présence de plus de deux mille femmes et de deux cent cinquante aumôniers, se sont achevées jeudi après-midi à la salle de la Mutualité, sous la présidence du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon.

Au cours de la dernière séance Mgr Atton, évêque auxiliaire d'Orléans, a parlé de l'unité de la communauté chrétienne, thème central de ces Journées.

— Une messe sera célébrée dimanche prochain en l'église des Invalides à l'occasion du quarante-troisième anniversaire de la bataille de Verdun. Le général Zeller, chef d'état-major de l'armée, y assistera.

(1) Voir le *Monde* du 29 janvier et du 26-27 septembre 1958.

(2) Ces deux prêtres ont fait connaître depuis leur retrait.

(3) M. Léon Magne est le père de M. Michel Magne, réalisateur de la musique du film *le Pain vivant* (d'après le scénario de Mauriac), qui a été indirectement financé par l'Opus Cenaculi. On voit au cours du film Mgr Roche célébrer la messe.

LE CARNET DU MONDE

Réceptions

— L'attaché de presse de l'ambassade du Pakistan et Mme Arshad-uz Zaman ont donné une réception hier jeudi à l'ambassade.

— Le conseiller des affaires de presse près l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, et Mme Holdack ont donné une réception hier jeudi.

Naissances

— Le docteur et Mme Bernard Grenier ont la joie de faire part de la naissance de leur second fils Vincent.

11 février 1959.

Tours, 34, rue de Loches.

Fiançailles

— Nous apprenons les fiançailles de M. Michel Ducos, fils de M. Jean Ducos, chevalier de la Légion d'honneur, et de Mme Yvonne Ducos, avec Mlle Micheline Vérots, fille de M. et Mme Henri Vérots.

94 et 102, rue Bobillot, Paris.

Nécrologie

— Mme Paul Despas a la douleur de faire part du décès de son époux le général Paul Despas, grand officier de la Légion d'honneur, survenu à Nice le 10 février 1959.

22, avenue Borriglione, Nice.

— M. Paul Aubriot, ancien député de la Seine, est décédé à Paris le 16 février.

[Né à Paris le 30 juillet 1873, employé, M. Aubriot avait été élu député de la Seine le 8 mai 1910 et réélu, dans la 3^e circonscription, en 1914, en 1919 et en 1924, cette dernière fois sur la liste du cartel des gauches. Il appartenait au groupe des républicains socialistes et socialistes français, que dirigeait Paul Painlevé. Depuis 1928 il n'avait plus exercé de mandat parlementaire. Il était président du groupe des anciens députés de la III^e République et avait, entre les deux guerres, été directeur politique de « Bonsoloir ».]

— Mme Maurice Marnay, Mlle Christiane Marnay, Frère Paul Marnay, font part du décès de M. Maurice Marnay, leur époux et père, survenu le 18 février 1959, en son domicile, 133, rue Aristide-Briand, à Levallois-Perret.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme veuve Simon Poursin, survenu le 19 février 1959, en son domicile à Paris (10^e), 45, rue de Lancry, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin-des-Champs (36, rue des Marais), le lundi 23 février, à 10 h. 45 précises, où l'on se réunira, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Neuilly-Ancien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer la mort de Mme veuve Charles Heudebert, née Louise Meleux, décédée dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise, en son domicile, 30, quai de Passy, à Paris.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, selon la volonté de la défunte.

relaxerton

La Fauteuil de relaxation intégral sous l'aspect sympathique d'un siège de Salon.



RELAXERTON

Sur 2.000 m² d'exposition, une gamme exceptionnelle d'ensembles complètement installés, composés de fauteuils de salon et de relaxation, de canapés de salon et de canapés-lits. Fabrication de haute réputation, à des prix très étudiés. Facilité de paiement. Livraison, franco dans toute la France.

La Mode et LA VIE
Calendrier des collections

FORD ET GENERAL MOTORS S'APPRÊTENT À SORTIR DES «PETITES VOITURES»

New-York, 20 février (Reuter). — Deux des plus importants constructeurs de voitures automobiles des Etats-Unis viennent d'annoncer leur intention de participer au marché de la petite voiture si la demande était suffisamment forte.

M. Henry Ford, président de la Ford Motor, a confirmé à Detroit que sa compagnie avait mis au point une petite voiture analogue à celles construites en Europe. « Lorsque la demande sera suffisamment forte aux Etats-Unis nous serons en mesure de la satisfaire », a-t-il dit.

La General Motors a déclaré également de son côté qu'elle étudiait le marché de la petite voiture.

D'après le *New York Times*, Ford aurait déjà procédé à des essais d'une voiture qui coûterait moins de 2 000 dollars.

PRÉCISIONS SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE OBLIGATOIRE

Les modalités de l'assurance automobile obligatoire, qui va entrer en vigueur le 1^{er} avril prochain, viennent d'être complétées sur des points de détail par trois arrêtés publiés au *Journal officiel* du 19 février.

A propos de la franchise dont le décret d'application du 7 janvier avait spécifié qu'elle n'était pas opposable aux tiers sauf en ce qui concerne les dommages matériels, l'un des arrêtés précise que seule est opposable aux tiers la franchise des dommages matériels jusqu'à concurrence de 20 000 francs. Cela signifie que dans tous les autres cas (dommages corporels de n'importe quel montant ou dommages matériels supérieurs à 20 000 francs) les victimes seront indemnisées par l'assureur, qui se retournera ensuite contre son assuré responsable en vue de se faire rembourser le montant de la franchise si le contrat en prévoit une.

Cette disposition est de nature à empêcher la conclusion de contrats prévoyant des franchises d'un montant trop élevé en vue de tourner l'obligation d'assurance.

Le deuxième arrêté énumère les renseignements que devra comporter désormais toute « proposition » d'assurance automobile en vue de permettre un recours éventuel au bureau central de tarification en cas de refus d'assurance par une compagnie.

Par « proposition » il faut entendre toute demande écrite d'assurance, en particulier tout questionnaire signé par le futur assuré.

Les compagnies seront tenues de mettre à la disposition du public des formules de proposition adaptées aux renseignements prescrits par l'arrêté. Parmi ceux-ci figurent les caractéristiques du véhicule et de son propriétaire, les conditions de son emploi, le montant de la garantie sollicitée et le nom des compagnies ayant garanti le véhicule au cours des deux dernières années. En cas de résiliation le motif doit être indiqué.

Un dernier arrêté, qui intéresse davantage les compagnies que les assurés, délimite « les conditions dans lesquelles les compagnies d'assurances » incendie « pourront continuer à garantir les risques de responsabilité civile résultant des dommages causés par l'incendie ou l'explosion des véhicules terrestres à moteur au cours et à l'occasion de la circulation ».

UNE CRÉATION LEROY

LUNETTES
MODERNES

1.850 frs

TOUT EST COMPRIS MÊME L'ÉTUI
POUR L'USAGE COURANT
OU DE SECOURS

Pío XII y los Institutos Seculares

Entre otras muchas actividades que señalan suficientemente al Papa Pío XII como una de las figuras más destacadas de la Historia de la Iglesia, entre otros muchos motivos de agradecimiento para todos los católicos —que supimos dar gracias a Dios por la proclamación del Dogma de la Immaculada Concepción, por ejemplo— está sin duda alguna la providencial circunstancia de que haya sido precisamente Pío XII el que sancionó jurídicamente la existencia de los Institutos seculares “nueva hueste que ha venido a aumentar el ejército de los que en el siglo profesan los consejos evangélicos” ejerciendo el apostolado “no ya en el siglo, sino por así decir desde el siglo” y, por tanto, en las profesiones, actividades, forma, lugares y circunstancias correspondientes a esta condición secular (Motu Proprio Primo Feliciter, de alabanza y confirmación de los Institutos seculares, en 1918).

Es indudable el carácter renovador de la Iglesia bajo el Pontificado de Pío XII. El, como un Padre vigilante, estuvo siempre pendiente de las necesidades de todos sus súbditos, tanto más que ridos cuanto que sus obligaciones para ellos afectaban nada menos que a la felicidad eterna —pará siempre— de quienes le estábamos sometidos. Pío XII supo ver la necesidad de hombres consagrados a Dios en medio del mundo, santificándose por su trabajo ordinario, realizando su apostolado de ejemplo y doctrina en medio de todos los hombres.

La ley peculiar de los Institutos seculares, por la que se rigen y a la que han de ajustarse, fué promulgada ya el 2 de febrero de 1917. De esta ley decía L'Osservatore Romano que era “un documento histórico en la vida interna de la Iglesia”. Muy poco después se reconocía jurídicamente un nuevo Instituto —el primero de los seculares— conocido con el nombre de Opus Dei y fundado en 2 de octubre de 1928 por un español, monseñor Escrivá de Balaguer; Instituto que poco antes, el año 1916, había llegado a Roma solicitando el Decretum Laudis, con cartas comendaticias de sesenta Ordinarios, entre ellos ocho Cardenales y todos los Metropolitanos españoles.

La Constitución Apostólica Pro-

vida Mater Ecclesia (2 de febrero de 1947), juntamente con el Motu Proprio Primo Feliciter (12 de marzo de 1948) y la Instrucción Cum Santissimus Dominus, de la Sagrada Congregación de Religiosas (19 de marzo de 1948) constituyendo la base legislativa que establece y caracteriza este nuevo fenómeno apostólico, una muestra más de la perennidad de la Iglesia de Cristo y de su validez universal para todos los tiempos.

Pío XII, que daba “gracias a la Divina Bondad por esta nueva hueste... y por el valioso auxilio con que el apostolado católico ha sido providencialísimamente reforzado por los Institutos seculares en estos nuestros agitados y luctuosos tiempos” supo estable-

NO ERA NUEVO EN NAVARRA

En algunas de nuestras parroquias no se cobran derechos.

Con ocasión del artículo publicado en nuestro periódico, en el que se informaba de una pastoral del Obispo de Angers ordenando que se celebrara en las Parroquias de su diócesis un solo ceremonial funerario idéntico para todos los feligreses difuntos un Parroco navarro nos escribe diciéndonos que esto ya se viene haciendo en algunas localidades de Navarra, como las de Berbinzana, Caparroso, Fustiñana, Larraaga, Mendigorria, Peralta, Santacara y Villafranca, en las que todos los felices reciben los mismos servicios. En la Parroquia regentada por el Parroco que nos escribe, como vemos por un sello al dorso de la carta, que figura en todos los impresos, todos los despachos y aranceles han sido suprimidos, siendo sustituido por las aportaciones voluntarias y libres de los feligreses.

Como se ve, pues no sólo no era nueva esa costumbre en Navarra sino que en algunos sitios todavía han ido más lejos, suprimiendo toda clase de derechos y confiando en la generosidad de los feligreses, que hasta el momento no parece que han respondido mal, puesto que la prueba sigue adelante, desde comienzos de 1956, en que se inició.

per la diferenciación, entre Institutos seculares, Religiones, Congregaciones, Sociedades de vida en común sin votos y las demás asociaciones de fieles. Porque los Institutos seculares tienden a la renovación más profunda de la vida ordinaria, haciendo su apostolado desde el mismo mundo, inmersos en medio del mundo; son peculiarísimas asociaciones de fieles, en las que se encierran la integridad de la vida consagrada al Señor.

Cuando en estos momentos de evocación de la labor de este gran Pontífice a cuya muerte aún no nos hemos acostumbrado, echamos la mirada atrás, bueno es dar gracias a Dios por este brote apostólico que ha nacido jurídicamente bajo su reinado espiritual.

Nosotros, principalmente, los españoles, tenemos un más fundado motivo de agradecimiento, por cuanto el Fundador del primero de los Institutos seculares aprobados por Su Santidad es un español. Motivos tenía también Pío XII para exclamar en presencia de los españoles:

«El Papa por España», respondiendo a aquel entrañable saludo de “España por el Papa” porque siempre nosotros, los españoles, hemos procurado ser más motivo de alegría que de preocupación para el Pontífice.

Hoy, con el nacimiento de los Institutos seculares, hay un nuevo modo sancionado por la Iglesia de vivir los consejos evangélicos, de vivir en estado de perfección en medio del mundo. Y quienes se sienten llamados por Dios para hacer su apostolado entre los hombres, sin retirarse del mundo, hallan así en su propio trabajo, en sus ocupaciones normales de cada día, o en los otros medios previstos por el Santo Pontífice cuando aprobó la figura jurídica de los Institutos seculares, un camino eficaz de santificación.

MARIANO ARENA

NO SE DEVUELVEN LOS ORIGINALS, (INCLUSO FOTOGRAFÍAS) NI ESTABLECEMOS CORRESPONDENCIA ACERCA DE ELLOS.

Lequerica expone el criterio de España sobre la suspensión de las pruebas nucleares

No puede separarse el problema de las explosiones atómicas del problema del control internacional y del desarme

El armamento occidental es hoy la suprema garantía de la paz universal frente a los propósitos de dominación soviética

Sede de las Naciones Unidas (Nueva York), 20.—Texto del discurso pronunciado por el embajador don José Félix de Lequerica de España, sobre la cuestión del desarme, en la comisión política de asamblea general:

«Señor presidente:

«A esta altura de la discusión, creo ya posible hacer algunas observaciones, aun cuando, si la benevolencia del señor presidente, dentro de los preceptos reglamentarios, así lo autoriza, haya oportunidad más tarde, para esta declaración, de señalar nuevos puntos de vista.

DOS CLASES DE PUEBLOS

«No me cansaré de repetir que aquí intervenimos en el debate dos clases de pueblos, a los cuales puede englobarse en una bien definida clasificación con sus términos circunscritos y limitados: unos, los pueblos sin armamento atómico, para emplear un término general, que somos, hasta ahora 78; otros, los Estados que por el desarrollo de su ciencia y poderosos medios para poner en práctica las conclusiones de los estudios, poseen actualmente armamento atómico. Son tres. Es muy humana y explicable la diferencia de preocupaciones, reacciones y cautelas de unos y otros: los setenta y ocho sin armas y los tres en situación de preferencia. Se observa, sin embargo, y ello es la utilidad principal del debate, un considerable esfuerzo por unificar los criterios y llegar a formar una conciencia general capaz de influir en todos para evitar al mundo gravísimas catástrofes presentes en la imaginación y seguramente superadas por la realidad, si los tristes augurios tuvieran lugar.

MEDIACION DE LAS NACIONES UNIDAS

destrucción y, dentro de este general propósito, vayan gradualmente suspendiendo y luego haciendo cesar las preparaciones guerreras en su conjunto y en sus detalles. Se ha entendido que las Naciones Unidas era un foro indicadísimo para conseguir estos resultados. Así lo creemos nosotros. Observaré, señores delegados, que por falta de medios de contacto, de oportunidades y ocasiones de trato, no quedará sin resolver este problema. El delegado del Perú, en su elocuentísimo discurso, hizo referencia a los procedimientos seguidos desde hace años en los cuales ha participado como miembro de algunas comisiones, para tratar del problema del desarme y de la suspensión de las explosiones atómicas. No es preciso repetir su argumentación para tenerla bien presente y recordar cuanto nos impresionaron sus palabras en la polémica. Entre los delegados de Estados Unidos, la URSS y la Gran Bretaña hay también constantes esclarecimientos por encima de la discusión misma, que permiten a todos los miembros de esta comisión tener presente cuantos caminos existen para poder encontrar fórmulas y poner en contacto a los representantes de las naciones armadas. Hasta ahora mismo, se anuncia la conferencia del 31 de octubre, quizá de las más prácticas y eficaces, por su carácter muy predominantemente técnico y al mismo tiempo asistida de la autoridad política de sus miembros. ¿Qué más puede hacerse en orden al procedimiento?

El digno delegado de México nos proponía, con acierto positivo, aprovechar la oportunidad de nuestra Asamblea para reunir a los representantes de los principales países, es decir, de los países mejor armados, y llevarlos a

pienso tienen razón el príncipe Wan ó cuantos delegados defendieron este criterio, en pretender para las Naciones Unidas un puesto importante en los trabajos colectivos encaminados a conseguir el desarme.

ALGO MÁS QUE BUENA VOLUNTAD

«Algo más debe haber que esfuerzos de buena voluntad y que deseos subjetivos, cuando el problema se halla distante de resolverse. Ahí está, por ejemplo, su más visible y espectacular aspecto; el manejado precisamente por los representantes de la Unión Soviética y de los países asociados a su política para impresionar la imaginación de las gentes. Me refiero a la suspensión de las explosiones atómicas por su violencia, por su injuria, puede decirse, a los sentimientos más delicados de las naciones toda del mundo, por encerrar máximos peligros futuros y posibles presentes, este problema atrae la atención, tienta las imaginaciones y pasa sobre la postura adoptada en nuestros debates. Profanos, como somos prácticamente, la inmensa mayoría de los representantes de países sentados aquí, desconocedores de las interludios del problema atómico, no se nos escapa, sin embargo, el equivoco de la tentación a nobles pasiones no siempre bien dirigidas en un planteamiento exclusivamente alrededor de este aspecto del problema general de desarme.

EL CONTROL INTERNACIONAL

Tienen razón, a nuestro entender y deseamos decirlo pronto para explicar nuestra posición y nuestro voto, quienes como los Estados Unidos e Inglaterra, entre los países armados, no quieren separar el problema de las explosiones atómicas del problema del control internacional de estas

Se catrega la copia
Cardo.

Scedla, si of interesu,
antef de curgeamela
a scoala

El principio del fin.-

Es inútil que los observadores de los asuntos españoles intenten hallar un sentido político determinado a la última reorganización del gobierno del general Franco. Se equivocan los que esperaban algún cambio sensacional y ahora muestran su desencanto al ver que todo sigue igual, que nada parece haber cambiado. Se equivocan también los que creen que nos encontramos ante un gobierno-puente hacia la restauración de la monarquía. Aquí no hay ningún puente-hacia-el futuro, porque no se quiere ir a ninguna parte. Estamos donde debíamos estar; hemos llegado a nuestro "destino" y ahora se trata, simplemente, de permanecer. Franco que no ha contado en España con verdaderos partidarios, tiene cada vez mayores dificultades para encontrar nuevos colaboradores (gracias a cuyo "colaboracionismo" ha podido sostenerse durante estos veinte años) y ahora ha tenido que entregarse en brazos del OPUS, para poder formar gobierno. Un gobierno en el que la preocupación por lo "económico" parece que viene a reemplazar la preocupación por lo "social" característica de los anteriores (entendiendo los conceptos social y económico según la jerga hueca y demagógica del régimen) y en el cual el poder oscuro pero terriblemente efectivo del tenebroso don Blas Pérez, ex-ministro del Interior, ha sido sustituido por el no menos oscuro, aunque de eficacia más dudosa del OPUS DEI. Sólo en este sentido puede afirmarse que algo ha cambiado en el gobierno, como no es menos cierto que "algo" ha cambiado también en el país. España tiene plateados, como consecuencia de estos veinte años de inmovilismo, el gravísimo problema de su estabilidad política (España es una "a hacer"), junto al problema de su asfixia económica, al problema de su tremenda desigualdad social, con el bajo nivel de vida de sus masas trabajadoras y clases medias; de la inmoralidad de los cuadros dirigentes de la sociedad; de la inflación religiosa; de la falta de preparación cultural del pueblo; de la rebeldía de las minorías universitarias y de los grupos de intelectuales contra la opresión ideológica del régimen y todos estos problemas no se resuelven con la simple reforma administrativa que el gobierno se propone acometer en esta "nueva etapa" como único programa. Con esta mentalidad y dada la situación de extrema gravedad por que atraviesa España es fácil prever que éste será el último gobierno, que su mandato, en el orden interno, no será tan apacible como el de los anteriores (en Francia se asombrarían al saber que el ministro de Trabajo Sr. Girón ha permanecido ininterrumpidamente en el gobierno, durante 16 años!) y que no dará paso a ninguna nueva situación, sino que lo más probable es que una "nueva situación", de signo hoy todavía imprecisable, le cortará el paso a él. El instinto político con que los españoles tenemos que suplir la falta de una verdadera educación para la política activa nos dice que estamos ya en el principio del fin del régimen del general Franco.

El OPUS DEI como grupo de presión.-

En el número correspondiente al mes de septiembre de 1956, la revista mensual "Nuestro Tiempo" publicó un artículo titulado "La reforma administrativa del Estado". Su autor, un joven catedrático de Derecho Administrativo de la Universidad de Santiago, miembro del Instituto secular del OPUS, fué nombrado poco después, en diciembre 1956, Secretario Técnico de la Presidencia del Gobierno, cargo especialmente creado para él. El ministro-subsecretario de la Presidencia Sr. Carrero Blanco (el Presidente del Gobierno es el propio Franco) había sufrido en los últimos tiempos una honda crisis religiosa que le arrastró a su "conversión", en la que influyeron decisivamente algunos elementos del mencionado Instituto secular, que, de un tiempo a esta parte viene disputando a la antes todopoderosa "Compañía de Jesús" su predominio en las altas esferas políticas y sociales del país, hasta tal punto que muchos de los actuales dirigentes del OPUS, proceden

de las Congregaciones Marianas, es decir, las Asociaciones de alumnos y ex-alumnos de los Jesuitas. La entrega incondicional del Sr. Carrero Blanco al OPUS explica, pues, el nombramiento del Sr. López Rodó para tan importante cargo. La simple lectura de los epígrafes del trabajo de "Nuestro Tiempo" ofrece tales coincidencias con los títulos de algunos apartados de la nueva Ley de reorganización del Estado, promulgada por Franco el 25 de Febrero último, que es fácil deducir quién es, es en realidad, el inspirador de la "reforma administrativa" del régimen franquista (1). Y hay motivos para esperar que, en este aspecto concreto, se intentará una modernización de la burocracia española y de la vetusta administración del Estado. En cambio, no debe atribuirse excesiva importancia a la acción política que el nuevo equipo pueda llevar a cabo. La presencia mayoritaria del OPUS en el Gobierno (2) aparte de comprometer seriamente a la Iglesia, más que una manifestación de su influencia real en la política española, es una muestra más de la versatilidad de Franco quien, aún detentando el Poder en exclusiva, áhbil para la acción (es hombre para aguantar, para esperar, pero no para hacer) se deja influir fácilmente cuando se siente inseguro, cosa que viene ocurriendo con frecuencia últimamente, unas veces por la presión de los núcleos monárquicos y parece que va a dar el paso al Príncipe don Juan Carlos; otras, por el doctrinarismo falangista y deja que Arrese elabore su proyectado y fracasado Politburó, y ahora, influido por un simple artículo en una revista, confía a un equipo del OPUS la reforma del Estado y la gobernación del país.

Pero ¿qué es el OPUS del que tanto se habla hoy en España y tan poco se sabe fuera de ella? Y en verdad, sólo por un trabajo aparecido en una de sus numerosas publicaciones, puede afirmarse que ha conquistado la voluntad de Franco? Naturalmente que no. Alguien se ha encargado de presionar y de convencer a Franco. Ese "alguien" ~~es el "lobby" del OPUS~~ es el "lobby" del OPUS, una nueva figura de grupo de presión que el profesor Alfred Sauvy no ha recogido en su estudio (3) tal vez porque lo desconocía. Porque ¿cómo opera el "lobby" en un régimen totalitario? Sin pasillos parlamentarios, sin ~~diputados~~ diputados ni periódicos que comprar, ¿cómo puede existir el "lobby"? Y más aún, ¿cómo puede coexistir con los cuadros de un partido único, sin formar parte del mismo, antes bien, muchas veces en oposición abierta al mismo? No se trata simplemente de sobornar a un funcionario o de ganarse el favor de un ministro; esos son medios directos de corrupción frecuentes también en toda dictadura donde no existen los filtros purificadores de la libertad de crítica y de la oposición. Otra figura característica española y ya tradicional, porque no es de hoy, sino de todos los tiempos y regímenes, es el "caciquismo". El OPUS no utiliza ninguno de los

(1) En el artículo se habla de la creación de Comisiones ministeriales para desconcentrar la labor del Consejo de Ministros; de la creación de un Ministerio de la Vivienda; de asignar a la Presidencia del Gobierno la función planificadora y coordinadora y, en fin, de la necesidad de una reforma orgánica de la Administración. La nueva Ley crea, además del nuevo ministerio de la Vivienda, las Comisiones delegadas del Gobierno y la Oficina de Coordinación y Programación económica, adscrita a la Presidencia. (Por esta vez, la historia ha sido escrita antes de que los hechos ocurriesen. En adelante, en lugar de decir "asi se escribe la historia" podrá afirmarse: "asi se hace la historia".)

(2) Además del ministro Carrero, el OPUS cuenta en el gobierno con los ministros Arias Salgado, Arrese, Navarro Rubio y Ullastres. Este último, al igual que el Sr. Lopez Rodó es miembro activo de la Obra, con los tres votos; los cuatro primeros pertenecen a lo que se considera "orden tercera" del OPUS. El general Vigón es asiduo colaborador del OPUS, mientras el ministro de Educación Rubio, de ascendencia liberal, puede considerarse como un "servido del Instituto en cuanto favorece abiertamente su apoderamiento de todas las cátedras universitarias. Solís, por su parte, y el ministro catalán Gual Vilallbi han mantenido buenas relaciones con López Rodó y el OPUS, y a su vez el ministro de Industria Planell tiene dos sobrinos en la Obra, uno de ellos

procedimientos conocidos; por esto podemos afirmar que se trata de un verdadero "lobby" posiblemente inédito en los sistemas autoritarios; su "trabajo" no ha sido muy difícil ni demasiado expuesto; se trataba de infiltrarse en El Pardo, residencia de Franco a 15 Km. de Madrid, para ganarse la voluntad del Caudillo, y con esta voluntad omnímoda, el país es suyo. (Esta última afirmación resulta deliberadamente exagerada para reflejar mejor el impacto del OPUS en la vida española. En realidad, tradicionalmente el país está explotado por otros grupos de presión: los grandes monopolios financieros e industriales, el "señorismo" andaluz; la casta nobiliaria de grandes terratenientes que residen en Madrid, etc.)

La "Sociedad Sacerdotal de la Santa Cruz y Opus Dei", fundada por el Padre José María Escrivá de Balaguer en 1928 fué aprobada canónicamente por la Santa Sede por el decreto "Primum Inter Instituta" de 16 de Junio de 1950, como Instituta Secular de la Iglesia. La finalidad de tales Institutos es "conseguir" la perfección cristiana y ejercer plenamente el apostolado, practicando en el siglo y por medio del siglo los consejos apóstólicos. Una de las Constituciones secretas del OPUS señala como tarea "realizar la labor de apostolado mediante la renovación de la vida cristiana, haciéndola más auténtica" y otra, la de "propagar la vida cristiana en los países donde está poco desarrollada". Así tienen establecidas casas en Roma, París, Londres, Nueva-York, Chicago, México, Buenos-Aires, Santiago de Chile, Lisboa, etc. Cuentan en total con más de 100 residencias en todo el mundo y con el "Colegio Romano de la Santa Cruz" en Roma, donde en la actualidad cursan estudios de Derecho Canónico unos 90 miembros del OPUS de los cuales sólo unos cuantos se preparan para sacerdotes.

Los miembros del OPUS efectúan en privado y escalonadamente—es decir, primero por seis meses, después por un año, dos, etc.—los tres votos de pobreza, obediencia y castidad, y aunque también pueden ordenarse sacerdotes (hay unos 50 entre España, Roma y América del Sur), viven una vida profesional absolutamente normal y, naturalmente, los no sacerdotes, viven de paisano. Esta facultad de mezclarse entre los demás y de pasar desapercibidos ha creado en torno a la Orden una leyenda de misterio y de desconfianza y, por sus procedimientos nada claros, se la considera como una especie de masonería. En realidad se trata de una Institución muy moderna, que practica un catolicismo estimulante y plástico (como de plexiglas) que semeja algo a esa energética artificial y ortopédica del espíritu tan grata a los americanos, al estilo de Orison Sweet Marden (4). Su guía espiritual y, a la vez, clave de su táctica, es el libro "Camino" del Padre Escrivá.

Aparte de los miembros de la Sociedad con los tres votos (que se denominan socios supernumerarios y pueden ser sacerdotes o seculares) existen los socios numerarios que no hacen los tres votos y normalmente están casados; contribuyen a la Sociedad con sus cuotas y se obligan a realizar un mínimo de prácticas religiosas y oraciones establecidas por la Obra y a someterse a su disciplina y a la dirección espiritual de sus sacerdotes. Tales socios numerarios constituyen, en la práctica, lo que en otras congregaciones religiosas es la llamada "Orden Tercera". La Sociedad está gobernada por un Consejo General, que residió en Madrid hasta su traslado a Roma. Además del Presidente General y fundador, Padre Escrivá—quien mantiene un control directo sobre todos los socios a través de la correspondencia que estos vienen obligados a dirigirle periódicamente— existe un Consiliario General para España, don Antonio Pérez Hernández, y el Visitador General del Instituto en España, es el Abad de Montserrat, Padre Escarré.

Si frente a la vigorosa Reforma Protestante, rebasadas las antiguas órdenes monásticas, surgió, precisamente del español de Loyola, la Compañía de Jesús, oponiendo un dique de cienticismo creyente a los avances del racionalismo agnóstico, para salvar al catolicismo mediante un intento de sín-

(4) En la revista "Esprit" nº 8 septiembre 1956, Guy Clairbois, publicó un extenso y detenido estudio sobre el OPUS (Inquisiteurs sans bucher).

tesis de razón y de fé - " adios por la Ciencia"- el OPUS DEI, creación de otro español, aparece en la era de la técnica con un estilo nuevo de lucha y de proselitismo religioso en el terreno laico de los negocios, la industria y la vida profesional y universitaria. Mientras los Jesuitas cultivan y controlan desde los Centros de Segunda Enseñanza a la familias burguesa que ellos mismos contribuyen a formar y perpetuar proporcionando "buenos partidos" para los matrimonios de conveniencia de sus muchachos, el OPUS se ha dedicado preferentemente a los universitarios y de manera especial a los que estudian carreras técnicas, tales como ingenieros industriales, navales, químicos, médicos, arquitectos, etc. Es preciso reconocer que una buena parte de su éxito se debe al magnífico material humano con que se encontraron inmediatamente después de la guerra civil, y que los Jesuitas no supieron aprovechar, apegados a sus viejas fórmulas de captación. Sus jóvenes sacerdotes- Paniker, Botella, etc.- superan a los mejores Jesuitas, y esta calidad humana de algunos de sus miembros, a veces, muy superior a la Obra misma. No obstante, aquel "halo" de misterio que los jóvenes perciben en el OPUS a través del comportamiento de sus socios, hace que muchos estudiantes rechacen los intentos de captación, y no disimulan su hostilidad hacia los compañeros que saben que "son del OPUS". Este propósito de influir en las clases dirigentes españolas a través de las cátedras universitarias, (aparte del control directo de industrias, bancos y otras empresas económicas) ha determinado la presencia de un elemento nuevo, junto a las tradicionales "recomendaciones" e "influencias", en la concurrencia a las oposiciones: el ser del OPUS o no serlo, da lugar a una lucha dramática que hace que los elementos que fracasan, atribuyan su derrota a la "masonería" del OPUS -y muchas veces tienen razón- del mismo modo que individuos mediocres y sin escrúpulos ingresan en el OPUS o fingen su adhesión al mismo, para triunfar en las oposiciones, gracias a su apoyo. Hay un hecho cierto: los elementos del OPUS controlan realmente la mayoría de las cátedras universitarias de Filosofía e Historia del país, lo cual significa que mientras perdure el nefasto sistema de oposiciones para obtener las cátedras universitarias, en todos los tribunales de exámenes que se constituyan tendrán siempre mayoría los catedráticos que ya pertenecen al OPUS y bloquearán el camino a todo aquel que no sea de los suyos.

Y, apesar de este empeño en dominar la Universidad española, una vez obtenidas las cátedras, sus miembros no han dado la menos muestra de ejemplaridad docente; no sienten el Magisterio ni han sabido crear, a lo largo de estos 18 años, ninguna escuela doctrinal. Utilizan las cátedras sólo como medio para situar a sus hombres, sin propósito sincero de docencia, tal vez porque intelectualmente son más que mediocres, salvando algunas excepciones a que antes nos hemos referido. Su afán de copar cargos políticos les ha obligado a abandonar las cátedras. (El actual Ministro de Comercio Sr. Ullastres, hoy catedrático de Madrid, cuando obtuvo la cátedra de Economía de la Universidad de Murcia ni siquiera se dignó tomar posesión de la misma, por lo que tuvo que ser amonestado por el Decano de la Facultad. Pérez Embid, López Rodó, etc. viven en Madrid habitualmente, pese a tener sus cátedras en Svilla y Santiago respectivamente, y Calvo Serer, catedrático de Historia de la Filosofía en Madrid, está constantemente viajando por el extranjero, intrigando en favor del OPUS). Todo ello es revoltante y es natural que haya desprestigiado a la Institución, "quemando" sus posibilidades efectivas, más allá de su estricta misión religiosa de apostado.

LOS RESORTES DEL GRUPO DE PRESIÓN.-

Como el voto de pobreza no impide que los socios del OPUS, incluso los sacerdotes, ejerzan toda clase de profesiones liberales y de actividades industriales, mercantiles o políticas, sus ingresos personales y los beneficios de sus negocios van a engrosar los fondos de la Institución, de los que disponen libremente sus dirigentes, porque para ello existe, además, el

voto de obediencia. (Cálculése, a via de ejemplo, los ingresos que para la Obra han supuesto los emolumentos y derechos del arquitecto Sr. Fisac, quien durante cerca de 12 años ha sido el principal constructor de los edificios del Consejo de Investigaciones Científicas, Colegios Mayores, Institutos y demás centros docentes dependientes del Ministerio de Educación). Así, pues, discretamente, sin poseer grandes propiedades agrícolas o industriales a su nombre, como sucede con otras órdenes religiosas, sin necesidad de buscar donativos, herencias o legados demasiado ostensibles y siempre expuestos al riesgo de una nueva Desamortización, en un país de cambios tan radicales como España, la Orden dispone en abundancia del principal resorte: el dinero. Que se sepa - siempre es arriesgado hacer afirmaciones sobre esta Sociedad tan "discreta" - no hay sacerdotes obreros entre los miembros del OPUS y éstos mantienen el tren de vida propio, del "nivel social" al que pertenecen y de sus relaciones personales. En estas relaciones personales está otro de los resortes más importantes del OPUS. Los socios del OPUS suelen estar muy bien considerados en las altas esferas de la sociedad y encuentran sólidos apoyos en ellas. Es curioso que mientras la captación universitaria tropieza con dificultades y recelos, se ha progresado mucho, en los últimos tiempos, en la captación de poderosos industriales, políticos y hombres de negocios, de forma que a medida que crecía la importancia de la Obra, ésta lograba nuevas adhesiones y a medida que éstas se reproducían en hombres muy representativos de las altas esferas, crecía aquella. Todo ello haciendo compatible la discreción de las ayudas mutuas con la eficacia de la defensa de los mutuos intereses. Ello explica ~~una~~ la vertiginosa expansión en espiral del OPUS en España y cuya amnistificación incuestionable es el actual apoderamiento de los principales resortes ~~económicos~~ del poder económico.

Pero esta hábil táctica de "camoufage" económico "fluido" tiene, a veces sus fallas; a pesar de la cuidadosa selección a que son sometidos sus socios algunos de ellos desertan. Así, el Sr. Guardans, enviado a Buenos-Aires para "captar a la hija del difunto potentado catalán, dirigente de la "Lliga Regionalista" Sr. Cambó, fué "captado" a su vez, y se casó con la rica heredera abandonando el OPUS una vez conseguido su objetivo particular. Pero, en general, la táctica da buen resultado. Prueba de ello es la influencia que a título personal ejercen sobre grandes grupos financieros vascos como el Urquijo y el Banco de Vizcaya, y el control directo del Banco Popular Español, cuyo Consejero-Delegado era el actual ministro de Hacienda Sr. Navarro Rubio. Un aspecto importante de las actividades del OPUS, lo constituyen las sociedades inmobiliarias que le han permitido construir sus residencias y colegios mayores en cada distrito universitario, dedicándose asimismo a la urbanización de terrenos y edificación de viviendas, revalorizando su capital; algunas de éstas inmobiliarias se han convertido en prósperos negocios de construcción y en fuente de los principales ingresos de la Orden. También se han dedicado a la industria cinematográfica, como prueba de sus polifacéticas actividades y a través de su distribuidora han importado este tipo de películas rosa de Rommy Schneider tan "taquilleras" que hacen compatible el lucro económico con la intachable moralidad de la mercancía.

EL CASO DEL BANCO DE ANDORRA.-

Pero donde mejor se reflejan los propósitos y la sinuosa táctica del OPUS, es en el Banco que poseen en Andorra. Se denomina simplemente "Crédit Andorrà", porque el Consejo General de los Valles no ha autorizado su instalación como Banco, a pesar de lo cual funciona como tal, gracias a la tolerancia del Obispo de Urgel, co-príncipe de Andorra. El Obispo se ha visto sometido a considerables presiones y ha sido intensamente "cultivado" por el OPUS que ha empleado sus características procedimientos de persuasión y halago. El Obispo ha impuesto una solución "de facto" al problema, ante la impotencia de las restantes autoridades de la República de Andorra, cuyo ejecutivo tiene muy débiles resortes para oponerse a ello.

Es natural que un Banco en Andorra ofrezca grandes facilidades para el tráfico de divisas y permite a los capitales españoles realizar inversiones en el extranjero, burlando las leyes vigentes. El propósito de facilitar la evasión de capitales resulta obvio, puesto que los agentes del Banco han visitado a muchos capitalistas españoles para ofrecerles la posibilidad de invertir su dinero en el extranjero, con la garantía que supone el hecho de que "Crédit Andorrá" es tenedor de paquetes de acciones de empresas metalúrgicas, eléctricas, químicas, comerciales, etc. en muchos países distintos, de forma que el inversionista español se beneficia de un interés promedio, sin el riesgo de una inversión en un sólo sector industrial.

Ahora bien: el Sr. Ullastres, que intervino decisivamente como técnico económico, actuando de consejero en la creación del Banco, es ahora Ministro de Comercio del Gobierno español. ¿ Ordenará la suspensión de las actividades ilegales del "Crédit Andorrá" cuyo capital fundacional ha salido de España sin autorización del Gobierno, y cuyo Presidente es un ciudadano español, el comerciante catalán (barcelonés) Sr. Ribalta ? Terrible dilema. Pero puede alegarse que la finalidad esencial del Banco en Andorra es la de facilitar las transferencias de capitales entre las distintas Casas que el OPUS tiene en todo el Mundo, financiadas inicialmente con capital español, y es fácil suponer que, tratándose de servir una finalidad espiritual tan elevada, siempre habrá moralistas y teólogos de la Obra que justifiquen la posición del Sr. Ullastres, estableciendo una sutil distinción entre el Ministro del Gobierno que tiene que velar por los intereses de los ~~españoles~~ españoles en general y el socio del OPUS que tiene que buscar el reino de Dios, que no es de este Mundo, y en cuya Ley moral el contrabando, si es para un fin bueno, no es pecado.

INSTRUMENTOS DE PRESIÓN INTELECTUAL.-

Si en el terreno económico la natural "discreción" ~~www~~ de la Sociedad no permite que se filtren datos más precisos sobre sus actividades, en el campo intelectual el OPUS ha planteado su combate espiritual a banderas desplegadas.

Desde su origen, una obsesión ha dominado a sus dirigentes: combatir la acción de la "Institución Libre de Enseñanza" (5) y tratar de reemplazarla por un equipo de signo contrario, conservador y católico. A esta finalidad obedeció la e reacción en 1940, del "Consejo Superior de Investigaciones Científicas", siendo Ministro de Educación el Sr. Ibañez Martín (notable protector del OPUS y Presidente desde su fundación del citado Consejo), y del cual es Secretario a perpetuidad, el dirigente del OPUS, Sr. Albareda. El sucesor del Sr. Ibañez Martín, Ruiz Giménez, fracasó en su intento de sustraer el Consejo al dominio exclusivo del OPUS y de hecho, aquél quedó fuera de la jurisdicción de l Ministro de ~~la~~ Educación, a pesar de que nominalmente dependía de él. La caída de Ruiz Giménez en Febrero de 1956 fué un señalado triunfo del OPUS y el principio de una vasta maniobra de conquista de los resortes del gobierno, que se ha consumado ahora. Conquista que, por otra parte no ha constituido un secreto para nadie, puesto que el portavoz ideológico del OPUS, Sr. Calvo Serer, en un ~~www~~ artículo publicado en "Ecrits de Paris" en 1954 ya anunció abiertamente este plan, al propio tiempo que atacaba durisimamente al Ministro Ruiz Giménez y al mismo gobierno de Franco. (El ataque a Ruiz Giménez y a su equipo católico liberal de tendencia muy moderada y en definitiva, conservador y plenamente identificado con el régimen y "fiel a los principios del 18 de Julio" es revelador de la mentalidad cerril y reaccionaria del OPUS, para el cual el menor gesto de comprensión hacia actitudes más progresivas y abiertas, ya constituye una

(5) La "Institución Libre de Enseñanza" fué un centro de estudios superiores fundado por D. Francisco Giner de los Rios y en el que colaboraron su hermano Hermenegildo, Salmerón, Azcárate, Joaquín Costa, Montero Rios, etc. y constituye el núcleo principal de la renovación intelectual española representada por la "Generación del 98".

concesión intolerable y una entrega a las fuerzas del mal: el liberalismo y el comunismo.) Aunque resulte sorprendente para un sistema autoritario, el Sr. Calvo Serer ha sido el único español que, gracias a la protección de sus correligionarios, ha podido seguir paseándose por España conspirando abiertamente contra el régimen, sin otra consecuencia molesta para él que una sanción académica que como catedrático le aplicó el ministro Ruiz Giménez y que ahora exhibe como un mérito más que añadir a sus triunfos. Porque no es que el Sr. Calvo Serer haya cambiado de criterio respecto al régimen de Franco -demasiado "progresivo y revolucionario"-sino que es éste el que ha hecho suyos los postulados del mediocre y confuso líder doctrinal del OPUS, paladín, con su amigo Florentino Pérez Embid, del nuevo "kulturkampf" español que el ~~propio~~ propio Calvo Serer, discretamente, denomina "una cultura dirigida". (6)

Pese a su brillante nombre, el Consejo no es un instrumento solvente de investigación científica, sino un vehículo de corrupción ideológica. Aparte de los becarios del Consejo-estudiantes y jóvenes graduados, subvencionados por el OPUS, con el dinero del Estado, para preparar sus oposiciones o viajar por el extranjero-los catedráticos universitarios perciben importantes sumas como "miembros colaboradores" del Consejo, aunque no realicen ningún trabajo de investigación. En realidad constituye un complemento de su sueldo-a veces superior a los ingresos de catedrático-que sólo perciben los que tienen la consideración de colaboradores, y esta consideración solo se otorga a aquellos que son gratos al OPUS, si bien éste ha sido muy liberal en su concesión para atraerse y comprometer al mayor número posible de catedráticos. Así pues se ha montado una verdadera organización paralela al ministerio de Educación, sin sus obligaciones y mientras éste tiene un presupuesto limitado e insuficiente que no le permite aumentar la retribución de los maestros, o de los profesores adjuntos y ayudantes, y tiene que estar sometido a la rigidez de las plantillas, nóminas, escalafones y concursos, el Consejo disfruta de una elevada dotación, que administra con absoluta libertad.

Pese a este lujo de medios, la acción intelectual del Consejo es nula y no ha podido ensombrecer el prestigio docente y la solvencia intelectual que en la Universidad española dejaron los hombres de la Institución Libre. Sus numerosas publicaciones, salvo honrosas excepciones, no tienen otro valor que el de justificar unos sueldos y carecen del menor interés científico. Al igual que sucede con las cátedras, falta también ejemplaridad y dedicación en la investigación, pero sobre todo, intelectualmente, el OPUS maneja ideas muertas. Su gran modelo es D. Marcelino Menéndez y Pelayo, cuya noble figura de las letras españolas han reducido al ingrato perfil de santón reaccionario "ad usum OPUS".

El Consejo publica una revista "Arbor", cuya dirección ostentó Calvo Serer hasta su incidente con Ruiz Giménez, para pasar desde entonces a D. José María Otero Navascués, un científico dedicado a la física nuclear. Esta publicación constituyó su principal arma doctrinal y de "engagement" cuando carecían de otros vehículos de expresión. Con el tiempo éstos han aumentado considerablemente y hoy poseen un haz de publicaciones único en el país. La Editorial Rialp, publica la "Biblioteca del Pensamiento Actual", que dirige, naturalmente, Calvo Serer, y donde a pesar de su título, se recoge el pensamiento más retrógrado de Europa. Publica habitualmente obras del propio Calvo Serer, Florentino Pérez Embid, Director General de Información y celoso guardador de la censura intelectual española - Vicente Palacio Atard, Suárez Verdaguer, López Amo, Elías de Tejada, Jorge Vigón, Vicente Marrero, Santiago Galindo, etc.... Editan asimismo la colección "Patmos" de libros de espiritualidad, y entre las revistas, además de "Arbor", "Nuestro Tiempo" (mensual) y "La Actualidad Española" (semanario gráfico del hogar) dirigidas ambas por A. Fontán y "Punta (6).- Vid. -"España sin problema", Ediciones Rialp, Madrid, pag. 156.

Europa" que dirige Vicente Marrero. (7) Poseen asimismo un periódico, "Diario Regional" de Valladolid, e influyen asimismo en "Informaciones" de Madrid y "El Correo Catalán" de Barcelona. En general su tendencia doctrinal y su actitud intelectual son ferozmente reaccionarias é intransigentes a ultranza, y si su ídolo es Menéndez y Pelayo, su "bête noire" ha sido Unamuno, y no han parado hasta conseguir que el Vaticano incluyese en el Index sus libros "Del sentimiento trágico de la vida" y "La agonía del Cristianismo" más de treinta años después de haber sido publicados. Ahora sólo esperan que Ortega, Baroja, Machado y lo mejor de la intelectualidad española sufran el mismo proceso de condenación que Unamuno.

En 1954, siendo ministro de Educación su gran "enemigo" Ruiz Giménez, el OPUS consiguió otro gran triunfo: la creación del "Estudio General de Navarra" centro universitario de enseñanza colegiada, como fase previa para transformarse en Universidad Libre - caso único en un país donde la Universidad es del Estado - superando los precedentes de los Jesuitas de Deusto y los Agustinos de El Escorial, donde se cursan estudios de Derecho y Ciencias Económicas. A los alumnos del Estudio General se les reconoce oficialmente la escolaridad y aunque tienen que examinarse en Universidad de Zaragoza - donde cuentan con un buen núcleo de profesores adictos - esta prueba es un puro trámite, ya que los catedráticos aprueban a los alumnos que el profesorado del Estudio les señala de antemano. Tienen establecidos los estudios de las Facultades de Medicina y Derecho, además de una Escuela de Enfermeras y con este establecimiento de enseñanza crean un hecho consumado que el día de mañana, acogiéndose al régimen foral de Navarra, pueden esgrimir para conseguir el reconocimiento oficial.

¿ES POLITICO EL OPUS ?.-

Hemos llegado casi al final de esta larga enumeración de las múltiples actividades del OPUS y ha llegado también el momento de preguntarnos: todo este despliegue de resortes, instrumentos, tácticas y maniobras ocultas, ¿ se orientan hacia alguna finalidad política determinada ? Los dirigentes del OPUS afirman rotundamente que no. Tropezamos aquí, una vez más, con el telón invisible de la "discreción". La Obra no tiene un criterio político definido; nuestra finalidad es estrictamente religiosa. En el terreno de las ideas políticas o estéticas, todos los socios son libres de pensar como quieran. Y, de hecho, muchos tienen ideas distintas. Pero, de hecho resulta que, hasta ahora, el pensamiento político expuesto por algunos miembros del OPUS no ha sido desmentido por sus dirigentes. De hecho también, no se sabe de ninguno de sus socios que haya expuesto puntos de vista distintos a los ya conocidos y que lógicamente deben atribuirse al OPUS puesto que éste no los ha desautorizado.

Podría alegarse que, en el campo de las actividades estéticas, uno de ellos, el arquitecto madrileño Sr. Fisac figura en la vanguardia del movimiento español más "progresivo" y renovador de la arquitectura y de las artes plásticas en general y, efectivamente, durante un tiempo, el caso del Sr. Fisac fué exhibido por el OPUS como una muestra de la amplitud y libertad de criterio que profesan en el mundo de las ideas. Muestra única, es verdad, pero válida en cuanto no fué combatida abiertamente ni siquiera atacado por sus correligionarios. Pero hoy es ya una "muestra sin valor" porque el Sr. Fisac abandonó hace un año el OPUS, seguramente debido a que en la intimidad de la Obra no gozaba de la aparente comprensión externa y tuvo que huir de aquel clima enrarecido para actuar con plena libertad.

(7).-Replicando a "Esprit"-artículo citado en nota 4 -"Punta Europa" ha desmentido públicamente su dependencia del OPUS, "en defensa de la verdad" Como siempre, solo ellos poseen la verdad; los demás tenemos que guiarnos por las apariencias. Y éstas nos inducen a creer en la vinculación de la revista al OPUS, a juzgar por las firmas habituales y, sobre todo, por las ideas en ella expuestas. Y si no es del OPUS, merecería serlo.

No siendo conocidas otras tendencias doctrinales, podemos resumir las características esenciales de la ideología común a los distintos pensadores y escritores pertenecientes al OPUS, que la han expresado. Analizando el libro "Camino" del definidor de la Obra Padre Escrivá, Guy Clairbois, en su trabajo ya citado, distingue las notas de autoritarismo y caudillaje, los principios de jerarquía y disciplina, el cultivo de las minorías y un cierto desprecio hacia las masas ("clase de tropa") junto con un cuidadoso celo por mantener el "nivel social" de los asociados. Esta acomodación a las estructuras sociales vigentes—aunque sean injustas y anticristianas— y la repulsión hacia toda estridencia revolucionaria, definen el carácter conservador y netamente reaccionario de la Institución.

Sobre este conservatismo básico, que podría parecer anacrónico y un poco "demodé" se aplican las consignas modernas de virilidad, energía y decisión típicas del voluntarismo spengleriano con claras influencias fascistas del periodo de entre-guerras, que se orientan hacia un corporativismo como fórmula falsamente "progresiva" para mantener el engaño de un paternalismo en el que la casta superior no abdica un ápice de su dominio absolutista y despótico. El reformismo del OPUS es una concesión táctica para salvar las estructuras tradicionales españolas; no se trata de cambiarlas o de sustituirlas por otras más justas, sino de mantenerlas. Su "progresismo" no debe entenderse como evolución hacia el futuro sino como regresión hacia el pasado histórico, para buscar "en nuestra mejor tradición" la perfección de las instituciones seculares: la monarquía unitaria, la familia cristiana tradicional y el municipio, el gremio y la corporación profesional del Medio-Evo, pero "actualizados".

EL OPUS Y LA FALANGE.-

La presencia del OPUS en el Gobierno, si, como hemos afirmado al principio, carece de significación política positiva, coincide con una medida de gran trascendencia y a la que tal vez no se ha concedido la debida importancia: la marginación de la falange del Poder. ¿Obedece ello a una decisión personal de Franco, o constituye una faceta más de la velada maniobra del OPUS? El nombramiento del Sr. Solís (como Secretario General del Movimiento) que carece de la personalidad y del historial político falangista de sus antecesores, es ya bastante elocuente. El Sr. Solís es un hombre nuevo, formado en el sindicalismo amarillo del régimen franquista y sin autoridad ni prestigio entre los viejos falangistas. Pero más significativo es aún, el contenido del artículo 3º de la nueva Ley de reorganización del Estado, del 25 de Febrero último, por la cual, la Secretaría general de Falange pierde su condición de Departamento Ministerial que hasta ahora había tenido en todos los gobiernos y su participación en el presupuesto general del Estado. Por el citado artículo, el Secretario General de Falange pasa a ser un simple Ministro sin cartera que dependerá económicamente de la Presidencia del Gobierno. Y esta "dependencia" entraña asimismo la absoluta dependencia política de la Falange, puesto que ésta no es hoy otra cosa que una inmensa nómina parasitaria? La ascensión del OPUS en el momento que marca el declive de la Falange es sintomática.

Hasta ahora la Falange, que se ha distinguido por sus ataques a los monárquicos y a los liberales, es decir a las derechas reaccionarias y a las izquierdas moderadas, había siempre respetado al OPUS. Algunos falangistas—dejando aparte los casos personales de Arrese y Arias Salgado—son miembros del OPUS. No obstante en diciembre de 1949 se produjo un incidente muy revelador entre falangistas residentes en el Colegio Mayor "César Carlos"—destinado a los universitarios que preparan en Madrid sus oposiciones a cátedras o a otros puestos del Estado—y los del OPUS residentes en el Colegio Mayor "San Pablo". Los primeros molestos por unos incidentes producidos con ocasión de haber sido otor-

gada una cátedra injustamente a un miembro del OPUS, arrebatándosele a del "César Carlos", se dirigieron al "San Pablo" cantando canciones humorísticas e insultantes par los del OPUS (las famosas "Letrillas del Padre Escrivá) y éstos, contra su costumbre, reaccionaron violentamente organizando una noche una "razzia" contra el "César Carlos" en cuyas instalaciones y dependencias causaron desperfectos importantes.

El OPUS sin atacar nunca de frente, ha realizado una tenaz y cautelosa operación de sustitución de la Falange en el seno del Régimen franquista. Si para los falangistas, el 18 de Julio significó "el triunfo de la Revolución Nacional-Sindicalista" y la aurora del "Imperio Azul" -un Imperio ilusorio contagiado de los sueños mussolinianos y una revolución frustrada por la traición de Franco y de los propios falangistas- para el OPUS supone el primer paso hacia el triunfo de la "España católica tradicionalista" y el tono violento y agresivo de la "vieja guardia" falangista y del "escuadrismo" de los primeros tiempos ha sido reemplazado por un difuso cuerpo doctrinal hecho de tópicos y de concesiones dialécticas que denominan "los principios del 18 de Julio". Falangistas y antifalangistas hablan de lo mismo, pero "la fidelidad al espíritu del 18 de Julio" que todos invocan para halagar a ~~Wm~~ Franco, no quiere decir lo mismo para los unos que para los otros, a pesar de que todos hiervan en el mismo puchero del "Movimiento Nacional". Aunque aparentemente la Falange sigue exhibiendo sus símbolos y uniformes y presta al régimen la demagogia verbal de sus consignas estereotipadas, de hecho ha perdido todo su poder, si es que alguna vez lo tuvo realmente, y estuvo a punto de ser barrida por el Ejército, en Febrero de 1956 con motivo de los graves incidentes estudiantiles de Madrid. Pero Franco al encontrarse solo frente a un ~~www~~ gran sector del Ejército, quiso utilizar una vez más a la Falange como fuerza "revolucionaria" y fingió conceder plenos poderes a Arrese para la reforma falangista del Estado, al mismo tiempo que animaba a tradicionalistas -Iturmendi- y monárquicos -Valllellano- a que se opusieran a ello. De este choque surgió la última crisis, agravada por las difíciles circunstancias económicas y por el malestar en el Ejército y en todo el pueblo español. En este momento hace aparición el OPUS, como tercera fuerza, de clara tendencia monárquica, pero "fiel al 18 de Julio" y circunstancialmente leal a Franco. El peligro de una posible insurrección falangista, si Arrese era arrojado del Gobierno, ha sido habilmente conjurado, reteniendo su persona junto a Franco con un cargo técnico de Ministro de la Vivienda -Arrese es arquitecto- y ahora va a producirse de manera lenta, pero inexorable, el "deshielo" falangista, en el que Solís hará el triste papel de liquidador. Naturalmente se sigue hablando de José Antonio Primo de Rivera, pero simplemente como precursor del Movimiento y no como fundador de una fuerza revolucionaria cuyo ímpetu ha sido castrado.

Una prueba efectiva de este proceso de sustitución o suplantación, está en la evolución que han sufrido los instrumentos de difusión y propaganda del régimen a lo largo de estos 20 años. Al terminarse la guerra civil, la ~~Wm~~ Falange era dueña de todos los resortes de expresión ideológica, a través del organismo dependiente de la Secretaría General del Movimiento, denominado "Vicesecretaría de Educación Popular" regida por Arias Salgado, cuando era solo un oscuro falangista y no había ingresado en el OPUS aún. De esta Vicesecretaría dependían las Delegaciones Nacionales de Prensa, Propaganda y Radiodifusión. (El actual Director General de Prensa, Juan Aparicio, antiguo falangista, fué Delegado Nacional de Prensa del Movimiento y el poeta Dionisio Ridruejo, que personifica hoy la posición más activa al régimen y se ha destacado por sus polémicas doctrinales contra Calvo Serer, Vigón, Pérez Embid y demás escritores vinculados al OPUS, fué Delegado Nacional de Propaganda en 1940 y a su regreso de Rusia, donde combatió con la Divi-

sión Azul, se apartó de Falange, colocándose abiertamente contra Franco, por lo cual fué desterrado en 1943).

En 1945 -coincidiendo con el triunfo de las democracias en la segunda guerra mundial, que colocó en difícil situación al régimen de Franco - todos los servicios de Educación Popular pasaron del Falange al Ministerio de Educación Nacional creándose la Subsecretaría de Educación Popular, hasta que en 1951, con el nuevo cambio de gobierno, se creó el actual Ministerio de Información y Turismo. Arias Salgado y Aparicio, apartados desde 1945, volvieron a sus antiguos puestos, pero con la categoría de Ministro, el primero y de Director General el segundo. En cambio, la Dirección General de Propaganda cambió su nombre, de resonancias totalitarias, por el más discreto de Información, como símbolo de que el OPUS, personificado en D. Florentino Pérez Embid, ilustre "socio" del mismo, había hecho su aparición pública y oficial.

Ello significaba, nada menos, que todos los resortes ideológicos de la Falange pasaban a manos del OPUS enmascarado en la maniobra de "democratización" y desfascistización emprendida en 1951 por Franco, por consejo de los americanos. Entre tales medios, figuran la dirección de los Ateneos de Madrid y Barcelona (8), la "Editora Nacional", la adjudicación anual de los premios nacionales de Literatura "Francisco Franco" y "José Antonio" y, sobre todo, el ejercicio del despotismo intelectual más absoluto, a través de la todopoderosa Censura de prensa, revistas, libros, películas, teatro y radiodifusión nacionales y extranjeras, ejercida con implacable severidad inquisitorial, con un criterio torpe y estrecho y con la más arbitraria y caprichosa decisión, todo ello al servicio de la "cultura dirigida" que habrá de conformar la nueva mentalidad de los españoles de la era del OPUS.

§§§§§§§§§§§§§§§§

Tal es la especie de nube radioactiva que ha caído sobre España. Pero sus mortíferos efectos atacarán antes a los fanáticos servidores de esta nueva guerra ideológica, que al pueblo español. Después de veinte años de opresión, de mentira y de farsa, estamos ya vacunados contra la intolerancia, y el ansia de libertad espiritual, de convivencia pacífica y de vida democrática es cada día más fuerte. Nada podrán contra ella las violencias de la represión franquista ni la mordaza de los nuevos inquisidores.

El fin de Franco está ya próximo y con él, España renacerá con nuevo vigor, para ocupar con humilde dignidad el puesto entre los pueblos libres a que tiene derecho después de tantos sufrimientos.

X .X.
España, marzo 1957.

(8).- El Ateneo de Madrid era una institución cultural de gran tradición liberal, sede de algunos de los núcleos intelectuales que contribuyeron al advenimiento de la República en 1931 y uno de cuyos presidentes fué D. Manuel Azaña. Clausurado después de la guerra, seguramente para "desintoxicarlo", permaneció así hasta 1946 en que se autorizó su funcionamiento sometido al "régimen franquista" es decir, bajo la presidencia del Director general de Propaganda -hoy Información- que ha convertido la vieja tribuna liberal en plataforma del pensamiento más reaccionario de Europa. Parecidas vicisitudes ha sufrido el Ateneo Barcelonés, cuya presidencia ostenta el nuevo ministro catalán Sr. Gual Villalbí.